

Nouvelles locales du lundi 31 octobre 2011

@rib News, 31/10/2011 | Droit de l'homme- Quelques jours après l'arrestation de l'ancien sénateur William Munyembabazi, secrétaire général du parti d'opposition CNDD, les raisons de son arrestation commencent à filtrer. Selon son avocat, Me Jean Bosco Nyakiki, son client a été interrogé et il aurait des relations avec des groupes qui déstabilisent le pays. Selon lui, Munyembabazi est accusé d'être «atteint à la suite» de l'intervention de l'Etat, ce qui lui est reproché contre le numéro deux du parti CNDD dont le président, Léonard Nyangoma, se trouve en exil depuis près d'une année. [Rpa]

- Selon l'avocat de Munyembabazi, il agit d'un coup monté par la documentation nationale qui se serait servi de connaissances de Munyembabazi pour l'accuser d'avoir des liens avec les groupes armés qui sillonnent le pays. Cependant, ces accusateurs ne parlent pas de la même chose et ont des versions différentes sur les mêmes faits. [Rpa]- La situation des droits de l'homme au Burundi est déplorable, même si le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a affirmé que les droits de l'homme sont respectés au Burundi plus qu'ailleurs en Afrique. Dans un sommet de Banjul en Gambie, le ministre Nduwimana a fait savoir que la situation des droits de l'homme au Burundi a évolué et surtout après l'abolition de la peine de mort. [Isanganiro/Rpa/Bonesha]- Selon le président du Forum pour le renforcement de la société civile burundaise (Forsc), Pacifique Nininahazwe, le gouvernement a présenté un rapport sur les droits de l'homme au Burundi, vieux d'une année, c'est-à-dire qui a été fait en 2010. Selon lui, le rapport ne dit pas un mot sur les exactions commises depuis 2010. Selon le président du Forsc, le rapport sur la situation des droits de l'homme au Burundi est inquiétant surtout que malgré l'abolition de la peine de mort, les gens sont encore tués alors qu'ils étaient entre la police ou de l'armée. [Isanganiro]- Le Forsc demande au gouvernement d'associer les organisations de la société civile burundaises dans la confection des rapports sur la situation des droits de l'homme au Burundi, parce que, selon lui, il y a des fois où le gouvernement ne fournit pas le moindre effort pour dire ce qui ne va pas dans ce domaine qui devient de plus en plus sensible ces derniers jours au Burundi. [Isanganiro] | Politique - Le président du parti Uprona Bonaventure Niyoyankana se dit prêt à frapper fort contre les membres de son parti qui n'acceptent pas qu'il est le président légitime de ce parti. Au cours des cérémonies dans la province de Karusi, à l'est du Burundi, pour marquer 50 ans de la victoire de l'Uprona aux élections de 1961, Niyoyankana s'est montré très hostile et pourrait même cesser définitivement tous ceux qui ne sont pas à la mesure de le reconnaître comme étant le président du parti Uprona. [Isanganiro] | Sécurité- Les membres des partis d'opposition et surtout ceux du FNL se montrent inquiets pour leur sécurité suite à la chasse initiée en province de Ruyigi par des membres du gouvernement. Selon un ancien membre de la ligue de jeunes du parti présidentiel, pour chaque membre du parti FNL tué, les tueurs recevaient au moins 60 mille francs burundais. Selon la même source, le groupe de tueurs a reçu la promesse d'être payé au moins 20 mille francs par mois et au moins 60 mille francs burundais pour chaque personne tuée. [Rpa]- Un ancien membre de la ligue des jeunes du parti présidentiel a fait savoir que certaines hautes personnalités du parti présidentiel sont venues en personne dans la commune de Bweru à Ruyigi pour sensibiliser les membres des jeunes du parti présidentiel à commencer la chasse aux membres du parti FNL. Selon cette même source, le ministre de l'Energie et Mines, Moïse Bucumi, est venu en personne dans la commune de Bweru pour sensibiliser à cette chasse, mais d'une façon indirecte. [Rpa]- Cet ancien membre de cette ligue des jeunes du parti présidentiel a fait savoir qu'un député de Kirundo, nommé Nzigamasabo Gihaha, a été dans la commune de Bweru, accompagné par un certain Kazungu de la documentation, pour sensibiliser les jeunes du parti présidentiel à commencer la chasse aux membres du parti FNL. [Rpa] | Economie- Le président du Parcem se dit inquiet par les propos tenus il y a quelques jours par le ministre des Finances devant le Parlement burundais, quand elle a déclaré que les caisses de l'Etat sont remplies. Selon le Parcem, le gouvernement fait une chose et son contraire. Il se dit étonné par ce langage du gouvernement, qui continue à mentir alors qu'il y a des projets abandonnés par le gouvernement pour manque de fonds. [Isanganiro]- Un kilo de riz qui coûtait 1500F, il y a juste deux mois, coûte actuellement 1800F et arrive même à 2000F selon une commerçante du marché centrale de Bujumbura. «Les marchandises qui pourraient être douanées à 10.000F sont maintenant douanées à plus de 20.000F», souligne la commerçante. En plus, raconte un autre commerçant sous couvert d'anonymat, il y a eu ces derniers jours une forte dévaluation de la monnaie burundaise. [Isanganiro]- Les habitants des communes de Buterere, Kinama, Kamenge et Buyenzi sont inquiets suite au manque d'électricité. «Quand le courant nous manque cela signifie que nous travaillons moins, et quand nous travaillons moins, nous sommes obligés de doubler les prix du riz dans nos boutiques car on travaille moins, alors que les taxes que nous payons sont restées les mêmes», souligne un propriétaire de moulin trouvé à Kinama. [Isanganiro]